

CCFD - Terre Solidaire

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

4, Rue Jean Lantier

75001 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

CCFD - Terre Solidaire

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

4, Rue Jean Lantier

75001 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association CCFD - Terre Solidaire

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CCFD - Terre Solidaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 23 mai 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Estelle EVEN

CCFD-Terre Solidaire

COMPTES ANNUELS 2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan

Compte de résultat

Annexes

LE BILAN

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	3 199 312	2 967 645	231 667	285 437
Immobilisations incorporelles en cours	131 177		131 177	44 628
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	602 479		602 479	602 479
Constructions	13 624 166	7 306 267	6 317 898	5 822 435
Installations techniques, matériel et outillage industriels	114 465	110 389	4 076	6 654
Autres immobilisations corporelles	1 563 365	1 317 853	245 512	213 581
Immobilisations corporelles en cours	4 650		4 650	89 370
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinées à être cédés	2 711 243		2 711 243	3 546 684
Immobilisations financières				
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille	2 889 143	34 966	2 854 178	2 759 239
Autre titres immobilisés				
Prêts	26 714		26 714	33 845
Autre immobilisations financières	140		140	19 653
Total I	24 866 855	11 737 120	13 129 735	13 424 004
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	48 946	4 246	44 700	46 581
Avances et acomptes sur commandes	43 146		43 146	88 044
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	186		186	14 815
Créances reçues par legs ou donations	1 987 946		1 987 946	3 116 661
Autres créances	4 989 275		4 989 275	7 230 074
Valeurs mobilières de placement	23 820 214	121 016	23 699 198	22 962 589
Disponibilités	11 357 071		11 357 071	14 187 200
Charges constatées d'avance	615 474		615 474	383 466
Total II	42 862 257	125 262	42 736 995	48 029 430
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	67 729 112	11 862 382	55 866 731	61 453 434

PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	7 561 973	7 561 973
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	21 471 360	20 894 615
Ecart de réévaluation immeubles	1 556 840	1 556 840
Report à nouveau	2 717 110	2 748 156
Excédent ou déficit de l'exercice	429 398	545 700
Situation nette (sous total)	33 736 682	33 307 284
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 725	6 253
Provisions réglementées		
Total I	33 742 407	33 313 536
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	3 732 724	5 141 232
Fonds dédiés	1 035 383	1 406 525
Total II	4 768 107	6 547 757
PROVISIONS		
Provisions pour risques	502 464	535 440
Provisions pour charges	725	695
Total III	503 189	536 135
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		1 600
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 823 293	1 990 931
Dettes des legs ou donations	1 016 631	2 102 516
Dettes fiscales et sociales	2 682 973	2 550 354
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 926 012	4 051 514
Produits constatés d'avance	7 404 120	10 359 090
Total IV	16 853 029	21 056 006
Ecarts de conversion passifs (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	55 866 731	61 453 434

LE COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	26 278	30 720	- 4 442	- 14%
Ventes de biens et services				
Ventes des biens	13 200	46 512	- 33 312	- 72%
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	58 212	51 211	7 001	14%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subvention d'exploitation	5 580 078	5 370 462	209 617	4%
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation comptable				
Contributions financières reçues	1 905 148	516 971	1 388 178	269%
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuel	27 732 559	27 041 804	690 754	3%
Mécénats	126 814	121 159	5 655	5%
Legs, donations et assurances-vie	7 742 459	6 437 339	1 305 120	20%
Resprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 258 432	1 110 730	147 701	13%
Utilisations des fonds dédiés	851 593	559 278	292 315	52%
Autres produits	0	0	0	
Total I	45 294 773	41 286 188	4 008 586	10%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	0	0	0	
Variation de stock	1 882	922	960	104%
Autres achats et charges externes	11 146 270	10 477 081	669 189	6%
Aides financières	19 969 069	17 526 296	2 442 772	14%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 070 930	1 007 692	63 238	6%
Salaires et traitements	8 316 634	7 956 133	360 501	5%
Charges sociales	3 900 770	3 551 789	348 981	10%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	525 980	771 977	- 245 997	- 32%
Reports en fonds dédiés	480 451	574 460	- 94 009	- 16%
Autres charges	261 450	312 822	- 51 372	- 16%
Total II	45 673 435	42 179 172	3 494 263	8%
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 378 662	- 892 985	514 322	
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	851	31	820	2624%
Autres intérêts et produits assimilés	234 883	221 395	13 489	6%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	505 678	1 178 579	- 672 900	- 57%
Différences positives de change	149	0	149	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	
Total III	741 562	1 400 004	- 658 443	- 47%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	965	326	639	196%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements	8 372	21 864	- 13 492	- 62%
Différences négatives de change	269	13 853	- 13 584	- 98%
Total IV	9 606	36 043	- 26 437	- 73%
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	731 956	1 363 961	- 632 005	- 46%
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	353 293	470 976	- 117 683	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	152 233	133 777	18 457	14%
Sur opérations en capital	0	0	0	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	29 354	- 29 354	- 100%
Total V	152 233	163 131	- 10 897	- 7%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	30 901	40 415	- 9 513	- 24%
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		0	0	
Total VI	30 901	40 415	- 9 513	- 24%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	121 332	122 716	- 1 384	- 1%
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0	0	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	45 227	47 993	- 2 766	- 6%
TOTAL DES PRODUITS	46 188 568	42 849 322	3 339 246	8%
TOTAL DES CHARGES	45 759 170	42 303 623	3 455 547	8%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	429 399	545 700	- 116 301	

COMPTE DE RÉSULTAT	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	VARIATION	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	2 191 000	805 663	1 385 337	172%
Préstations en nature	14 187 771	13 256 018	931 753	7%
Bénévolat				
Total	16 378 771	14 061 681	2 317 090	16%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Préstations en nature	2 191 000	805 663	1 385 337	172%
Personnel bénévole	14 187 771	13 256 018	931 753	7%
Total	16 378 771	14 061 681	2 317 090	16%

ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

INFORMATION GENERALE : OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES, MOYENS MIS EN ŒUVRE	1
PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF	8
INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF	14
ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	19
INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	19
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE.....	23
COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)	25
FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	31
EVENEMENTS POST-CLOTURE	34

X LES ELEMENTS DEVELOPPES DANS L'ANNEXE ONT POUR OBJECTIF DE COMPLETER ET D'EXPLICITER LES INFORMATIONS DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT. CES NOTES ET ANNEXES SONT ISSUES DE LA COMPTABILITE GENERALE DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE ET FONT PARTIE INTEGRANTE DES COMPTES ANNUELS.

1. INFORMATION GENERALE : OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES, MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le règlement ANC n° 2018-06 prévoit cette rubrique, par l'article 431-2.

Les statuts, adoptés à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 janvier 2020 stipulent que l'association CCFD-Terre Solidaire a pour but de :

- Agir, partout dans le monde, en particulier en faveur des plus vulnérables, sur toutes les causes de la faim, des pauvretés et des inégalités en s'inscrivant dans une perspective de solidarité internationale pour le respect des droits humains et des peuples
- Œuvrer au rapprochement de la société civile d'ici et là-bas pour un monde plus juste et solidaire, en se plaçant dans une dynamique de transformation sociale et dans une logique de respect des peuples et de leurs cultures
- Participer à la construction du bien commun en articulant justice sociale et préservation de la planète.

Les moyens d'actions du CCFD-Terre Solidaire sont notamment :

- l'appui à des actions et programmes de développement,
- la participation à des manifestations internationales et intergouvernementales, en lien avec le développement,
- l'organisation de la Campagne annuelle de Carême,
- l'organisation de toute animation destinée au public,
- l'organisation de campagnes de plaidoyer,
- la conception, l'édition, l'impression et la publication de tous supports écrits, visuels ou audiovisuels destinés à une action d'éducation et d'animation de l'opinion publique,
- l'organisation et la tenue de conférences, colloques, séminaires, journées de formation et congrès en liaison avec les objectifs du CCFD-Terre Solidaire,
- la mise en place et l'allocation de bourses et secours,

- toutes formes d'appel public à la générosité,
- les cofinancements et la recherche de subventions,
- la création et l'octroi de labels,
- la promotion et le développement d'outils financiers solidaires.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n° 2018-06, et dans le nouveau règlement comptable n° 2022-04 relatif notamment à l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger.

Le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le règlement ANC n° 2022-04 du 13 décembre 2022 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'activité
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

1.2 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Le patrimoine immobilier du CCFD-Terre Solidaire est constitué du siège de l'Association à Paris, de locaux de délégations diocésaines à Strasbourg et à Nantes, d'un Espace Rencontre à Lourdes, et enfin d'un immeuble parisien occupé pour partie par la SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire et pour partie par la délégation diocésaine de Paris. Ces immeubles constituent des biens indissociables de l'activité du CCFD-Terre Solidaire et leur valeur, considérée d'utilité, a fait l'objet d'un amortissement à compter de l'exercice 2004.

L'ensemble des immobilisations a fait l'objet d'une réévaluation libre au 1^{er} janvier 1997, sur la base des valeurs nettes comptables au 31 décembre 1996. Les biens immobiliers ont été réévalués à dire d'expert, de 1 556 840 €.

En 2009, la valeur des terrains a été isolée dans la valeur totale des constructions pour les immeubles dont le CCFD-Terre Solidaire possède la totalité, à savoir les bâtiments rue Jean Lantier, l'immeuble de la rue Guy de la Brosse, et l'Espace Rencontre à Lourdes. C'est une expertise menée sur les immeubles du CCFD-Terre Solidaire en décembre 2008 qui a permis d'isoler la valeur du terrain dans la valeur de la construction, à partir d'un pourcentage fourni par l'expert : 15% pour le 4 rue Jean Lantier, 20% pour le 12 rue Guy de la Brosse.

1.3 Les règles d'amortissements

Les règles d'amortissement des immobilisations sont détaillées ci-dessous. Elles correspondent à leur durée d'utilisation. La durée d'amortissement des honoraires d'architecte est conforme à la durée d'amortissement des travaux sur lesquels portaient ces honoraires à partir de l'année 2010. De même c'est à partir de l'exercice 2010 que chacun des travaux engagés est rattaché à son lot d'immeuble.

Les immeubles (constructions) ont été séparés en différents composants selon la méthode des composants en 2010.

Règles d'amortissement des immobilisations

méthode des composants pour les biens immobiliers

Nature des biens à amortir	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Logiciels informatiques	Linéaire	2 – 3 ans
Immobilisations corporelles		
Immeubles		
<i>gros œuvres</i>	<i>Linéaire</i>	<i>100 ans</i>
<i>Façades et toitures</i>	<i>Linéaire</i>	<i>30 ans</i>
<i>Chauffage</i>	<i>Linéaire</i>	<i>20 ans</i>
<i>Aménagements décoration</i>	<i>Linéaire</i>	<i>15 ans</i>
Installations techniques et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Matériel informatique de gestion	Linéaire	3 ans
Matériel informatique des Délégations Diocésaines	Linéaire	5 ans

Méthode des composants

En application des normes comptables nous appliquons la méthode des composants pour les biens immobiliers (constructions et travaux)

L'ensemble des biens immobiliers est décomposé en 4 natures de composants :

- Gros œuvre,
- Façades et toitures,
- Chauffage,
- Aménagement décorations...

1.4 Les titres de participation

Les titres de participation sont évalués au bilan du CCFD-Terre Solidaire selon la situation nette apparaissant au dernier bilan des filiales ou entreprises dont le CCFD-Terre Solidaire détient des participations. Lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur historique figurant au bilan, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de l'écart constaté.

1.5 Les actifs et passifs provenant de legs ou donations

A la date d'acceptation, les actifs provenant des legs ou donations sont enregistrés au bilan en fonction de leur nature et destination :

- Les espèces, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés au débit du compte 461 « créances reçues par legs ou donations » jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.
- Les biens autres et destinés à être cédés sont comptabilisés au débit du compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » en les estimant à leur valeur vénale, jusqu'à leur cession.

Les passifs résultant de l'acceptation de legs ou donations sont constatés au bilan :

- Les dettes dont le défunt ne s'est pas libéré au jour de son décès ou celles grevant les biens donnés sont comptabilisées au crédit du compte 466 « Dettes des legs ou donations »
- Les engagements pris par le CCFD au titre des obligations stipulées par le testateur font l'objet d'une provision comptabilisée au crédit du compte 152 « provisions pour charges sur legs ou donations »

1.6 Les dons reçus suite au mailing de Noël

Le CCFD-Terre Solidaire adresse à ses donateurs un mailing pour Noël. Les dons reçus, datés de 2024, encaissés en début 2025 sont rattachés à l'exercice 2024. Ils sont comptabilisés en recettes dans le compte de résultat, et en chèques à l'encaissement dans les disponibilités.

1.7 Les soldes bancaires

Les comptes principaux du CCFD-Terre Solidaire fonctionnent en soldes fusionnés. La présentation des soldes bancaires au bilan est réalisée en soldes compensés par établissement afin de donner une image fidèle des disponibilités réelles de l'association à la clôture des comptes.

1.8 Les valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La comparaison de ce montant avec la valeur estimée de réalisation du portefeuille en fin d'année conduit – ou non – à enregistrer une provision pour dépréciation.

1.9 Les subventions d'investissement

Elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

1.10 Les fonds dédiés

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés des ressources affectées de subventions, contributions financières, dons manuels, mécénat, legs, donations et assurances vie.

Les dons sont dédiés par les donateurs, soit de manière spontanée, soit en réponse à un appel d'urgence lancé par le CCFD-Terre Solidaire dans le cas de catastrophes naturelles ou de conflits. Les produits issus des deux Fonds Communs de Placement, Solidarité CCFD-Terre Solidaire (ex-Eurco) et Faim & Développement sont également comptabilisés en dons dédiés.

1.11 Les fonds reportés

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

1.12 Les legs, donations et assurances-vie

La rubrique « Legs, donations et assurances vie » des produits d'exploitation du compte de résultat intègre des comptes de charges et produits associés pour leur montant net dont le détail est présenté sous forme de tableau (Informations sur compte de résultat).

Une assurance vie est comptabilisée en produit à la réception des fonds.

En cas de gestion temporaire de biens reçus par legs ou legs destinés à être cédés, les charges et les produits liés sont inscrits en compte de résultat dans les comptes 6531 « Autres charges sur legs ou donations » et 7531 « Autres produits sur legs ou donations ».

1.13 Les projets et cofinancement des projets

Les projets sont enregistrés en charge et en dette dès leur validation par les Commissions Territoriales/Thématiques du Partenariat (CTP) par délégation donnée par le Conseil d'Administration.

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est alors ferme, et matérialisé par l'envoi d'un courrier de confirmation aux partenaires concernés.

Les sommes votées non décaissées sont régulièrement réutilisées pour le même partenaire ou pour des projets dans le même pays après validation du Conseil d'Administration. Elles sont reprises en compte de résultat, au débit du compte de charges « subventions versées », et au crédit d'un sous-compte de charge « reprises de Projets Restant A Payer », sans impact, donc, sur le résultat, sur la présentation du résultat ni sur les recettes du CCFD-Terre Solidaire.

Les subventions de cofinancement sont comptabilisées à la date de signature de la convention entre les bailleurs et le CCFD-Terre Solidaire. L'Association constate des produits constatés d'avance en fin d'année sur ces financements pluriannuels à hauteur des dépenses non engagées. Le produit constaté d'avance ainsi comptabilisé correspond à la différence entre les produits comptabilisés et les dépenses réalisées en fin d'exercice.

1.14 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt

Le CCFD-Terre Solidaire a mis en place depuis l'exercice 2000 un secteur fiscalisé, qui comprend :

- l'activité d'élaboration, d'impression et d'envoi des publications du CCFD-Terre Solidaire (Echos du Monde Magazine, Lettre Aux Donateurs), ainsi que les abonnements correspondants
- l'activité de vente de produits issus du commerce équitable ainsi que des produits annexes (par exemple cartes de vœux, cartes Peters...)

Cette activité fiscalisée génère une déclaration. Étant déficitaire, elle ne génère aucun impôt sur les sociétés.

Le CCFD-Terre Solidaire effectue également une déclaration trimestrielle de TVA.

Par ailleurs, le CCFD-Terre Solidaire calcule, enregistre, et paye des impôts sur les revenus de ses capitaux mobiliers, aux taux de 10%, 15% et 24 %. Cet impôt représente 45 227 € en 2024.

1.15 Les délégations diocésaines

L'action du CCFD-Terre Solidaire sur le territoire français est menée par 7 826 bénévoles organisés dans 99 Délégations Diocésaines et 17 régions, ainsi qu'au niveau national. Ces bénévoles ont notamment en charge la mobilisation citoyenne, le plaidoyer local et le développement des ressources (collecte, recherche de financements ...).

En ce qui concerne la comptabilité des délégations diocésaines, elle est tenue tout au long de l'année, et intégrée en fin d'exercice à la comptabilité du siège.

1.16 Rémunération des trois principaux cadres dirigeants salariés

Le total des trois plus hauts salaires représente un montant brut de 229 670 € en 2024.

1.17 Indemnités versées aux dirigeants élus

En application de la loi 2006-586 du 23/05/06 sur le volontariat associatif et l'engagement associatif.

La personne occupant la présidence de l'association perçoit une indemnité forfaitaire depuis septembre 2020. Les montants bruts pour 2024 s'élèvent à 23 161 € pour l'ancienne présidente et 10 728 € pour la nouvelle présidente. Une personne membre du bureau perçoit également une indemnité forfaitaire depuis septembre 2021, d'un montant brut de 11 640 € pour 2024. Ces indemnités s'expliquent par la baisse d'activité professionnelle rendue nécessaire par leurs responsabilités au CCFD-Terre Solidaire.

L'ensemble des autres membres du Conseil d'administration est bénévole.

1.18 Frais remboursés aux membres du Bureau associatif

Les frais de déplacement remboursés s'élèvent à 7 944 €.

Les frais de déplacement faisant l'objet d'un abandon de frais s'élèvent à 6 783 €.

1.19 Les honoraires du commissaire aux comptes

Conformément au code du commerce (art. R123-198), le montant des honoraires liés au contrôle des comptes annuels du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat 2024 s'élève à un montant de 61 593 € TTC.

1.20 Les effectifs du CCFD-Terre Solidaire

	Nombre de salariés au 31/12/2023	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Nombre de salariés au 31/12/2024
CDI	169	40	133	29	144	173
CDD	14	1	6	0	7	7
Effectif total	183	41	139	29	151	180

2 Informations relatives à l'actif

2.1 Immobilisations incorporelles

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2024	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2024
Base de données gestion des projets	225 791	42 180		267 971
Micro - informatique individuelle	121 423			121 423
Base de données gestion des dons	2 140 666	74 860		2 215 526
Système comptable	343 866	0		343 866
Système gestion des dons des DD	15 302			15 302
Site intranet du CCFD	157 471			157 471
Site La Place	66 390	-		66 390
Photothèque	11 362			11 362
Immobilisations en cours	44 628	131 177	44 628	131 177
Total	3 126 899	248 217	44 628	3 330 488

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2024	Total amort. 01/01/2024	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Base de données gestion des projets	267 971	224 700	6 878		231 578	36 393
Micro - informatique individuelle	121 423	121 423			121 423	0
Base de données gestion des dons	2 215 527	1 993 011	121 535		2 114 545	100 981
Système comptable	343 866	294 450	16 952		311 402	32 464
Système gestion des dons des DD	15 302	15 302			15 302	0
Site intranet du CCFD	157 471	120 671	12 167		132 838	24 633
Site La Place	66 390	15 917	13 278		29 195	37 195
Photothèque	11 362	11 362			11 362	0
Total	3 199 311	2 796 835	170 810	0	2 967 645	231 667

2.2 Immobilisations corporelles

2.2.1 Constructions

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2024	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2024
Terrains	602 479			602 479
Sous total terrains	602 479	0	0	602 479
Gros Œuvres	7 363 447			7 363 447
Façade et toiture	2 045 687	0		2 045 687
Chauffage	1 787 257			1 787 257
Agencements Décorations...	1 713 287	714 487		2 427 774
Sous total constructions	12 909 678	714 487	0	13 624 165
Total	13 512 156	714 487	0	14 226 644

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2024	Total amort. 01/01/2024	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Gros Œuvres	7 363 447	2 580 487	79 799		2 660 286	4 703 160
Façade et toiture	2 045 687	1 340 781	75 725		1 416 507	629 180
Chauffage	1 787 257	1 693 280	13 599		1 706 880	80 377
Agencements Décorations...	2 427 774	1 472 695	49 900		1 522 595	905 179
Total	13 624 165	7 087 244	219 023	0	7 306 267	6 317 897

2.2.2 Autres immobilisations corporelles

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2024	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2024
Matériel et outillage	114 465		0	114 465
Matériel de bureau	40 550	7 031	0	47 581
Matériel de bureau audiovisuel	78 409	29 769		108 178
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952			5 952
Micro - informatique individuelle	552 801	123 286	6 095	669 991
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361			215 361
Système comptable - Serveur	0			0
Matériel informatique des DD	58 473			58 473
Matériel d'exposition	137 804			137 804
Mobilier de bureau	320 024	0		320 024
Immobilisations en cours	89 370	2 110	81 414	10 066
Total	1 613 210	162 195	87 509	1 687 894

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2024	Total amort. 01/01/2024	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Matériel et outillage	114 465	107 812	2 577	0	110 389	4 076
Matériel de bureau	47 581	29 981	5 458	0	35 440	12 141
Matériel de bureau audiovisuel	108 178	26 451	16 967	0	43 418	64 760
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952	5 952			5 952	0
Micro - informatique individuelle	669 991	416 703	101 006	6 013	511 696	158 295
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361	215 361			215 361	0
Système comptable - Serveur	0	0		0	0	0
Matériel informatique des DD	58 473	58 473	0	0	58 473	0
Matériel d'exposition	137 804	136 185	630		136 815	990
Mobilier de bureau	320 024	306 689	4 009	0	310 698	9 326
Total	1 677 829	1 303 606	130 648	6 013	1 428 241	249 588

2.2.3 Biens issus de legs ou donations

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2024	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2024
Biens Immobiliers	3 541 308	1 686 109	2 523 397	2 704 020
Biens Mobiliers	5 376	5 573	3 725	7 224
Total	3 546 684	1 691 682	2 527 122	2 711 243

Les biens issus de legs ou donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis.

En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation.

2.3 Titres de participations

Titres détenus	Valeur Brute 01/01/2024	Acqu.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2024	Cumul dépré. 01/01/2024	Dot.	Rep.	Cumul dépré. 31/12/2024	Net 31/12/2024
Crédit Coopératif	50 370	839		51 208	0	0	0	0	51 208
SIDI	2 649 816	87 856		2 737 672	0	0	0	0	2 737 672
SIDI GESTION SAS	24 000	5 743		29 743	0	0	0	0	29 743
Solidar'Monde	30 011			30 011	30 011	0	0	-30 011	0
Karhala	30 481			30 481	0	0	0	0	30 481
SA FERMENTS COMMUNS	0	500		500	0	0	0	0	500
SAPIE	4 573			4 573	0	0	0	0	4 573
Total	2 789 251	94 938	0	2 884 189	30 011	0	0	-30 011	2 854 177

L'augmentation de l'investissement du CCFD-Terre Solidaire au capital de la SIDI est lié à des dons ou legs d'actions SIDI au CCFD-Terre Solidaire par des actionnaires.

2.4 Créances rattachées à des participations

Rubriques	Valeur brute 01/01/2024	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2024	Cumul dépréciations 01/01/2024	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Créance ratt. SAPIE	4 955	0	0	4 955	-4 955	0	0	-4 955	0
Total	4 955	0	0	4 955	-4 955	0	0	-4 955	0

2.5 Détail des prêts

Rubriques	Valeur brute 01/01/2024	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2024	Cumul dépréciations 01/01/2024	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
Prêts CIDSE	33 845	0	7 131	26 714	0	0	0	0	26 714
Total	33 845	0	7 131	26 714	0	0	0	0	26 714

2.6 Créances sur legs ou donations

Les créances reçues par legs représentent les actifs bancaires et actifs financiers, jusqu'à réception des fonds ou transfert des titres.

Elles s'élèvent à 1 987 946 € au 31/12/2024.

2.7 Echéance des créances et détail des autres créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances	
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Actif immobilisé	31 809	7 131	24 678
→ Créances rattachées à des participations	4 955		4 955
→ Prêts	26 714	7 131	19 583
→ Autres immobilisations financières	140		140
Actif circulant et charges constatées d'avance	7 636 027	7 241 563	394 464
→ Créances clients et comptes rattachés	186	186	
→ Avances et acomptes versés	43 146	43 146	
→ Autres Créances :	4 989 275	4 594 811	394 464
_ Dons à recevoir	175 175	175 175	
_ État - Taxe sur la Valeur Ajoutée	0	0	
_ Produits à recevoir	256 945	256 945	
_ Personnel et comptes rattachés	24 758	24 758	
_ Créances diverses	7 000	7 000	
_ Préfinancements de programmes cofinancés	4 001 763	4 001 763	
_ Compte courant	523 634	129 170	394 464
→ Créances reçues par legs ou donations	1 987 946	1 987 946	
→ Charges constatées d'avance	615 474	615 474	
Total	7 667 836	7 248 694	419 142

2.8 Valeurs mobilières de placement et trésorerie

2.8.1 Gouvernance

La gouvernance des placements financiers de l'Association reste stable tant dans la composition du comité que dans son mode de fonctionnement. Son comité regroupe le trésorier, la directrice administrative et financière et deux bénévoles, dont l'un préside les réunions.

Au cours de l'année 2024, le comité des placements financiers s'est ainsi réuni 8 fois (1 réunion par trimestre et par société de gestion).

Aucun changement de la stratégie financière validée par le Conseil d'Administration n'est à noter. La structure du portefeuille des placements en valeurs mobilières est en légère hausse : 23,8 M€ fin 2024, soit + 4,5 % par rapport à fin 2023 en valeur d'acquisition.

Ce portefeuille comprend deux Fonds Communs de Placement (FCP) créés pour le CCFD-Terre Solidaire et gérés par deux sociétés de gestion (Mandarine-Meeschaert et ECOFI), régis par un contrat de gestion déléguée. Les bonnes pratiques des équipes de gestion prennent en compte des indicateurs risques, procèdent à un « reporting » détaillé, sélectionnent des placements selon des critères relevant de l'ISR (Investissement social et responsable), dans le respect du cadre de gestion fixé, dont les exigences vont bien au-delà du label ISR. Pour des raisons de sécurité à échéance, les fonds sont essentiellement placés sur les marchés obligataires et par ailleurs sur les FCP "éthique et partage" sous l'égide du CCFD-Terre Solidaire géré par Mandarine-Meeschaert.

Outre ce portefeuille de valeurs mobilières, l'Association a une épargne, placée sur livrets bancaires, qui s'élève à 2,19 M€ au 31/12/2024 contre 10,05 M€ à fin 2023. L'importante variation à la baisse s'explique par deux facteurs :

- Un solde bancaire en comptes courants en hausse de 4 M€ au 31/12/2024, qui s'explique notamment par la perception tardive (le 31 décembre) d'une subvention de 2 M€ de la part de l'AFD sur le projet FACE, ainsi que du versement de 800 k€ des comptes à terme parvenus à échéance en fin d'année (montants perçus sur les comptes courants les derniers jours de l'année).
- Une baisse globale de la liquidité de l'Association de 6 % (- 2,1 M€).

2.8.2 Le contexte économique et les marchés financiers en 2024

Le cycle d'assouplissement des banques centrales a débuté en 2024. La BCE a baissé 4 fois ses taux depuis juin (-100bp), la FED les a baissés 3 fois depuis septembre (-100pb). Fin 2024, tous les segments obligations et actions sont au vert (seul le CAC 40 a fini dans le rouge). Les taux d'inflation ont baissé pour se positionner à 2 % en France, 2,7 % en UE, et 2.9 % aux US. L'instabilité politique en France a pesé sur les indicateurs, avec notamment une contraction du PIB au dernier trimestre, directement lié à la chute du gouvernement en décembre et à l'instabilité budgétaire. Au global, la croissance française est de +1.1 % en 2024, tirée par les Jeux olympiques et paralympiques. Fin 2024, le taux de défaut des PME-TPE est à son plus haut historique.

2.8.3 Situation de la trésorerie et du portefeuille de placements au 31/12/2024

La trésorerie de l'Association est en baisse de 6 %. Au total, la trésorerie placée à court et moyen terme, quel que soit l'instrument support du placement, s'élève à 26 M€ contre 32,8 M€ fin 2023. La trésorerie en comptes courants est plus élevée de 4 M€ pour les raisons citées plus haut.

Les valeurs mobilières représentent 92 % du total placé, et l'épargne sur livrets 8%.

S'agissant des valeurs mobilières, le comité des placements financiers a poursuivi sa stratégie :

- Sélectivité des contreparties au moyen de la méthodologie relevant de l'investissement responsable (ISR), qui s'attache aux enjeux à long terme en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ;
- Contribution à une politique d'influence par le vote et le dialogue pour l'amélioration des pratiques des entreprises ;
- Division des risques, qu'ils soient géographiques (investissements hors Union Européenne et USA), ou liés aux secteurs d'activité (exclusion des secteurs tabac, alcool, armements, jeux d'argent, production et raffinage en énergies fossiles, industrie nucléaire)
- Cohérence avec le plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire : exclusion des émetteurs situés dans un paradis fiscal, notamment.

LIBELLÉ	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2023	AUGMENT.	DIMINUTION	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2024	ESTIMATION au 31.12.2024
Titres cotés					
Sicav monétaires, FCP, Obligations	20 546 954 €			20 546 954 €	20 852 159 €
Bons à Moyen terme négociable	- €			- €	- €
Actions reçues en donation et ou legs	344 040 €	24 576 €		368 616 €	377 880 €
Total titres cotés	20 890 994 €	24 576 €	- €	20 915 570 €	21 230 039 €
Fonds Communs de Placement de partage					
Faim et Développement Equilibre	1 017 641 €	387 468 €		1 405 109 €	1 446 768 €
Faim et Développement Solidarité	878 184 €	612 965 €		1 491 149 €	1 555 786 €
Total Fonds communs de Placement de partage	1 895 825 €	1 000 433 €	- €	2 896 258 €	3 002 554 €
Autres titres					
Bons du Trésor en portefeuille	1 500 €	6 885 €		8 385 €	
Bons du Trésor remis à l'encaissement	- €			- €	
Total autres titres	1 500 €	6 885 €	- €	8 385 €	
TOTAL Valeurs mobilières de placement	22 788 319 €	1 031 894 €	- €	23 820 213 €	

LIBELLÉ	Situation au 31.12.2023
Comptes à terme et comptes livret	
Comptes à terme	800 000 €
Comptes livret	9 239 133 €
Total comptes à terme et comptes livret	10 039 133 €
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 827 452 €

Situation au 31.12.2024
- €
2 192 109 €
2 192 109 €
26 012 322 €

2.8.4 Reprise de provisions sur valeurs mobilières de placement

En 2022, la baisse historique du marché obligataire signalée plus haut avait impacté de façon très importante le portefeuille de placements de l'Association, nécessitant la dotation d'une provision pour moins-value latente sur les valeurs mobilières de placement de près de 1,8 M€.

Fin 2023, en raison de l'évolution favorable sur les marchés financiers, le CCFD-Terre Solidaire a pu reprendre une grande partie (+ 1 179 k€) de la provision précédemment constituée. Cette reprise a pu être poursuivie à hauteur de 506 k€ fin 2024.

Libellé	Provisions au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2024
Provisions sur Valeurs mob. de placement	625 730	965	505 678	121 016
Total	625 730	965	505 678	121 016

2.9 Charges constatées d'avance

Elles sont de 615 k€. Il s'agit de charges payées fin 2024, qui concernent l'exercice 2025 ou suivants.

Le poste majeur est celui des licences, en particulier concernant la gestion de nos bases de données (Salesforce 238 k€), ainsi que des prestations de recrutement de nouveaux donateurs (Dans la Ruche 91 k€, Agence 4F 55 k€)

Charges constatées d'avance	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Prestations diverses		
Sous-traitance		
Locations	338	14 343
Maintenance et entretien	19 508	253 132
Assurance	46 519	3 432
Abonnements divers	27 005	32 252
Honoraires	0	0
Publicité	146 350	21 219
Déplacements	34 698	9 991
Licences	319 763	30 427
Divers	21 293	18 669
Total	615 474	383 466

3 Informations relatives au passif

3.1 Fonds propres

Par suite de la réorganisation des lignes de réserves à l'issue de la clôture des comptes 2009, réorganisation permettant de visualiser la part de la générosité du public non utilisée telle qu'elle se présente dans le CER, les fonds propres se présentent comme suit :

Variation des fonds propres	01/01/2024	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution		31/12/2024
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	7 561 973							7 561 973
Fonds propres avec droit de reprise								0
Ecart de réévaluation	1 556 840							1 556 840
Réserves								0
→ Fonds de réserve générale	20 894 615	576 745	576 745					21 471 360
→ Fonds de réserve missions sociales	0	0						0
Report à nouveau	2 748 157	-31 045						2 717 110
Excédent ou déficit de l'exercice	545 700	-545 700	-576 745	429 398	456 641			429 398
SITUATION NETTE	33 307 285	0	0	429 398	456 641	0	0	33 736 681
Subventions d'investissement	6 253					528		5 725
Provisions réglementées								0
Total	33 313 537	0	0	429 398	456 641	528	0	33 742 407

Une subvention d'investissement avait été obtenue en 2020 du Conseil Régional Grand Est pour l'installation d'un système géothermique dans les locaux du CCFD-Strasbourg.

L'année 2024 se termine par un excédent de 429 398 €.

3.2 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les legs non réalisés au 31/12 de l'exercice sont reportés au passif du bilan à cette rubrique en application du règlement comptable 2018-06 mis en place pour la première fois sur l'exercice 2020. Le montant correspond au montant net estimé des biens en legs reçus et approuvés par le Conseil d'Administration et destinés à être réalisés.

Libellé	Entrées au 01/01/2024	Augmentation 2024	Diminution 2024	Solde au 31/12/2024
Fonds reportés	5 141 232	2 148 227	3 556 736	3 732 724
Total	5 141 232	2 148 227	3 556 736	3 732 724

3.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées par des donateurs de façon particulière ou sur appel du CCFD-Terre Solidaire à des projets spécifiques.

Libellé	Solde au 31/12/2023	Utilisation 2024	Engagement 2024	Solde au 31/12/2024
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	<u>1 406 524</u>			<u>1 035 384</u>
Fonds dédiés Afrique	1 247	123 314	125 419	3 352
Fonds dédiés Amérique Latine / Haïti	41 590	11 728	4 008	33 870
Fonds dédiés Asie	29 908	29 909	4 008	4 007
Fonds dédiés bassin méditerranéen	242 321	310 037	220 144	152 428
Fonds dédiés Urgence Liban	94 475	94 475		0
Fonds legs dédiés	996 983	282 128		714 855
Fonds dédiés TAPSA régions			126 872	126 872
Total	1 406 524	851 591	480 451	1 035 384

3.4 Provisions pour risques

Le CCFD-Terre Solidaire contribue au dispositif de garantie relatif aux engagements financiers solidaires de la SIDI dans les pays en développement par le mécanisme du Fonds d'Incitation au Développement (FID). Le FID permet à la SIDI de ne pas provisionner ses engagements à risque et donc d'investir la totalité de son capital dans le soutien de ses partenaires. Le CCFD-Terre Solidaire est engagé dans le FID à hauteur de 394 463 € au 31/12/2024.

Un risque vis-à-vis d'une Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), relatif à la récupération d'une donation, provisionné en 2019 pour un montant de 108 000 €, est maintenu.

Le montant total des provisions pour risques et charges s'élève à 502 464 €.

3.5 Fournisseurs et comptes rattachés

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Charges à payer relatives aux fournisseurs :		
Fournisseurs	1 618 030	1 814 822
Fournisseurs - factures non parvenues	205 263	176 109
Total	1 823 293	1 990 931

3.6 Dettes sur legs ou donations

Étant donné le règlement 2018-06 obligeant d'inscrire au bilan les legs et donations reçus en vue de les céder, il faut inclure au bilan les dettes pesant sur ces legs ou donations. Elles sont inscrites à cette rubrique depuis l'exercice 2020.

Elles s'élèvent à 1 016 631 € au 31/12/2024.

3.7 Détail des dettes fiscales et sociales

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Dettes fiscales :	232 144	308 829
→ Impôt à payer sur revenus du patrimoine	45 227	47 993
→ Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	-41 348	78
→ Taxe sur les salaires	106 165	109 330
→ Taxe effort de construction	35 658	56 861
→ Taxe AGEFIPH	25 742	20 283
→ Formation professionnelle et autres	0	2 303
→ Prélèvement à la source	60 700	71 981
Dettes sociales :	2 450 829	2 241 526
→ Personnel et comptes rattachés	7 790	83 475
→ Urssaf / Pôle emploi	570 084	560 334
→ Caisse de retraite	173 982	187 639
→ Caisse de prévoyance	51 149	51 546
→ Mutuelle	81 911	72 856
→ Charges à payer	1 565 913	1 285 676
Total	2 682 973	2 550 354

Les dettes sociales comprennent principalement les provisions légales pour congés payés, avec les charges sociales correspondantes (1 416 679 €), l'URSSAF (570 084 €) et mutuelle, prévoyance, retraite (307 042 €).

3.8 Détail des autres dettes et charges à payer

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
→ Projets restant à payer	2 116 039	2 740 779
→ Cofinancements restant dus	0	0
→ Conventions de projets	0	0
→ Fonds propres liés aux cofinancements	1 483 486	1 142 006
→ Dettes diverses	239 829	0
→ Comités - autres engagements	19 347	18 480
→ Compte courant		
→ Charges à payer	67 312	150 249
Total	3 926 012	4 051 514

Les autres dettes sont principalement liées au partenariat international : ce sont des projets votés et engagés auprès des partenaires dont les versements n'ont pas encore été effectués au 31/12/2024.

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Charges à payer financières :	0	0
→ CAP - Intérêts courus à payer		
Charges à payer relatives aux fournisseurs :	205 263	176 109
→ FNP - Factures non parvenues	205 263	176 109
→ FNP - Factures non parvenues comités	0	0
Charges à payer sociales :	1 539 100	1 273 958
→ CAP - Personnel, dettes provisionnées pour congés à payer	736 273	662 244
→ CAP - Personnel, autres charges à payer	305 988	215 603
→ CAP - Organismes sociaux, charges sociales sur congés à payer	397 588	319 648
→ CAP - Organismes sociaux, autres charges à payer	99 252	76 462
Charges à payer fiscales :	0	0
→ CAP - Autres impôts et taxes à payer		
Charges à payer autres :	3 926 012	4 051 514
→ CAP - Diverses	307 140	150 249
→ CAP - Projets catalogues Initiatives	2 116 039	2 740 779
→ CAP - Fonds propres à reverser	1 483 486	1 142 006
→ CAP - Conventions de projets	0	0
→ CAP - Engagements comités	19 347	18 480
Total	5 670 375	5 501 581

3.9 Echéance des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
→ à 1 an au maximum à l'origine	0	0		
→ à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Dettes financières diverses	0			0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 823 293	1 823 293		
Dettes des legs ou donations	1 016 631	1 016 631		
Dettes fiscales et sociales	2 682 973	2 682 973		
Autres dettes	3 926 012	3 926 012		
Produits constatés d'avance	7 404 120	7 404 120		
Total	16 853 029	16 853 029	0	0

3.10 Produits constatés d'avance

En 2024, le montant total des cofinancements aux initiatives des partenaires signés s'élève à 3 158 K€. Les produits constatés d'avance s'élèvent 7 404 K€, liés à des cofinancements pour presque la totalité. Les produits constatés d'avance sont en forte baisse (-29 %) par rapport à 2023, traduisant la diminution des conventions pluriannuelles signées en 2024. Les produits constatés d'avance sont comptabilisés à hauteur des dépenses non engagées.

4 Engagements hors bilan

4.1 Engagements retraite

Les droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite font l'objet d'un calcul actuariel à partir du nombre de salariés présents au 31/12/2024, mesurant l'engagement du CCFD-Terre Solidaire.

Le résultat obtenu est un montant chargé de 301 690 €, reposant sur les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation de 3,77 %
- Table de mortalité INSEE
- Taux de turnover de 8,72 % pour les employés et 13,71 % pour les cadres (moyenne observée sur 18 ans)
- Taux augmentation moyen annuel 2 %
- Age de départ en retraite 67 ans (taux plein)

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Cotisations et ventes de biens et services

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Cotisations	26 278	30 720
Ventes de marchandises	13 200	46 512
Abonnements et autres ventes	58 212	51 211
Autres produits	0	0
Total	97 690	128 444

5.2 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour 2024 (version synthétique)

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'Association a établi en vertu de l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, est mise à la disposition du public, au siège de l'Association, 4 rue Jean Lantier 75001 Paris.

Etat du contributeur (a)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (d)
Total - Allemagne	4 744,91
Total - Andorre	690,00
Total - Argentine	750,00
Total - Autriche	1 220,00
Total - Belgique	14 898,00
Total - Benin	30,00
Total - Brésil	320,00
Total - Burkina Faso	448,00
Total - Canada	908,00
Total - Chypre	36,00
Total - Colombie	1 250,00
Total - Costa Rica	500,00
Total - Danemark	100,00
Total - Emirats Arabes-Unis	1 050,00
Total - Espagne	3 295,00
Total - Etats-Unis	1 210,00
Total - Gabon	120,00
Total - Grèce	75,00
Total - Guyane	680,00
Total - Hongrie	300,00
Total - Italie	1 852,88
Total - Japon	810,00
Total - Liban	100,00
Total - Luxembourg	2 692,76
Total - Maroc	300,00
Total - Maurice	10,00
Total - Mexique	30,00
Total - Monaco	820,00
Total - Pays-Bas	1 045,00
Total - Pologne	736,00
Total - Portugal	835,00
Total - Roumanie	150,00
Total - Royaume-Uni	480,00
Total - Saint-Siège (Vatican)	240,00
Total - Sénégal	500,00
Total - Suède	100,00
Total - Suisse	1 065 876,60
Total - Ukraine	1 200,00
Total - Viêt Nam	120,00
TOTAL	1 110 523,15

5.3 Détail des autres achats et charges externes

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
→ Etudes et sous traitances	5 440 293	4 952 004
→ Eau gaz électricité	62 570	82 412
→ Frais divers de gestion	750 321	778 714
→ Locations Immobilières dont salle de réunion	491 826	394 619
→ Informatique maintenance et fourniture	407 182	447 074
→ Honoraires et honoraires d'avocat	470 689	355 278
→ Annonces et insertions	1 151 236	1 074 343
→ Catalogues et imprimés	288 209	291 734
→ Personnel Missions et déplacements	1 002 305	1 029 045
→ Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 081 640	1 071 858
Total	11 146 270	10 477 081

5.4 Legs, donations et assurances-vie

RUBRIQUES	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits liés aux libéralités		
→ Montant perçu au titre d'assurances-vie	3 688 737	2 492 435
→ Montant de la rubrique de produits "legs et donations" définie à l'article 213-9	2 704 927	5 278 238
→ Prix de vente des biens reçus par legs ou donations, destinés à être cédés	2 042 000	1 760 461
→ Reprises des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations, destinés à être cédés	0	0
→ Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	3 545 903	2 007 550
Total	11 981 567	11 538 683
Charges liées aux libéralités		
→ Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 090 881	1 700 741
→ Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
→ Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	2 148 227	3 400 604
Total	4 239 109	5 101 345
Total	7 742 459	6 437 339

5.5 Le résultat financier

RUBRIQUES	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits financiers		
→ Produits de participations		
→ Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	851	31
→ Autres intérêts et produits assimilés	234 883	221 395
→ Différences positives de change	150	0
→ Reprises de provisions et transferts de charges	505 678	1 178 579
→ Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total	741 562	1 400 005
Charges financières		
→ Dotations financières aux amortissements et provisions	965	326
→ Intérêts et charges de cession	8 372	21 864
→ Différences négatives de change	269	13 853
Total	9 606	36 043
RESULTAT FINANCIER	731 956	1 363 962

5.6 Le résultat exceptionnel

RUBRIQUES	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	258	65 941
_ Social et fiscal	0	13 341
_ Missions, Notes de frais	258	
_ Divers	0	52 498
_ Chèques non débités	0	102
QP de subventions d'investissement virée au résultat	528	528
Divers	151 705	96 662
Total	152 233	163 131
Charges exceptionnelles		
Charges sur exercices antérieurs	4 293	5 087
_ Social et fiscal	4 293	4 328
_ Comités		
_ Missions, Notes de frais		
_ Immobilier	0	665
_ Créances clients	0	94
Valeur Nette Comptable immobilisations cédées		
Divers	26 609	35 328
Total	30 901	40 415
RESULTAT EXCEPTIONNEL	121 332	122 716

6 Contributions volontaires en nature

6.1 Valorisation du bénévolat

Depuis 2022, la méthode de valorisation du bénévolat se fonde sur les données de l'outil de gestion Salesforce qui recense l'ensemble des bénévoles et des activités de bénévolat.

Sous la responsabilité du service de développement du bénévolat, un nombre moyen de jours de bénévolat est attribué à chaque rôle (exemple : membre d'équipe locale, membre commission territoriale partenariale, bénévole siège...), ainsi qu'un niveau de responsabilité (opérationnelle, décisionnelle, CA ou Bureau).

La valorisation de ces niveaux de responsabilité (opérationnelle, décisionnelle, CA ou Bureau) se fait sur la base de 1, 2 ou 3 SMIC horaire brut chargé 2024.

Les activités des bénévoles, en cohérence avec le CROD, sont classées dans les trois catégories ci-après :

- ✓ Missions sociales (notamment mobilisation citoyenne et soutien aux campagnes de plaidoyer)
- ✓ Recherche de fonds (collecte et traitement des dons)

✓ Fonctionnement

	Nombre de bénévoles	Jours	ETP
Délégations diocésaines	7210	79428	386
Régions	413	4322	21
Instances nationales	169	1797	9
Bénévoles du siège	33	610	3
TOTAL	7826	86158	418

2024	Nombre de bénévoles	Jours	ETP
Missions sociales	7206	81378	395
Frais de recherche de fonds	421	1808	9
Frais de fonctionnement	199	2972	14
TOTAL	7826	86158	418

2024	ETP CA et Bureau	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Total ETP	Valorisation (€)	%
Bénévoles du siège	0	0	3	3	96 094 €	1%
Instances nationales	3	1	5	9	477 132 €	3%
Délégations diocésaines	0	5	380	386	12 683 389 €	89%
Régions	0	8	13	21	931 156 €	7%
TOTAL	3	14	402	418	14 187 771 €	100%

2024	ETP CA et Bureau	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Total ETP	Valorisation (€)	%
Missions sociales	3	14	379	395	13 434 489 €	95%
Frais de recherche de fonds	0	0	9	9	284 717 €	2%
Frais de fonctionnement	0	0	14	14	468 565 €	3%
TOTAL	3	14	402	418	14 187 771 €	100%

En 2024, l'action du CCFD-Terre Solidaire a été assurée par 7 826 bénévoles représentant 418 équivalents temps plein et par 180 salariés représentant 177 équivalents temps plein.

Le temps consacré par les bénévoles, valorisé à 1, 2 ou 3 fois le taux horaire chargé du SMIC, selon le niveau de responsabilité, représente un montant total de 14 188 k€.

6.2 Prestations en nature

En 2024, 2 191 k€ de prestations en nature ont été offertes par des prestataires de la direction de la communication et de l'information, permettant ainsi de bénéficier d'espaces publicitaires gracieux et de contributions en nature.

2024	Campagne de Carême	Campagne Journée mondiale contre la faim	Campagne de Notoriété	Campagne Recrutement Bénévoles	Campagne de Legs	Campagne de fin d'année	Négos annuelles hors campagnes	Total
Gracieux Grandes Causes	-	-	175 791	-	-	39 050	371 305	586 146
Gracieux Espaces Supplémentaires	-	-	152 442	-	-	438 666	-	591 108
Gracieux Qualitatifs	-	-	-	-	8 100	-	-	8 100
Négociations Prestataires	52 685	29 929	325 017	65 090	404 010	129 189	-	1 005 920
Total	52 685	29 929	653 251	65 090	412 110	606 905	371 305	2 191 274

2024	Valorisation (€)	%
Missions sociales	789 698	36%
Frais de recherche de fonds	1 023 475	47%
Frais de fonctionnement	378 101	17%
Total	2 191 274	100%

Jusqu'en 2023, les gracieux obtenus dans le cadre des négociations avec nos agences média et nos prestataires n'étaient pas systématiquement comptabilisés.

En 2024, pour mieux valoriser la visibilité réelle du CCFD-Terre Solidaire au travers de ses achats d'espaces publicitaires, nous avons fait évoluer la méthodologie de comptabilisation des gracieux et préférentiels obtenus, en comptabilisant systématiquement toutes les remises obtenues en direct ou via nos agences sur nos achats d'espaces publicitaires – ce qui explique la forte augmentation sur ce type de gracieux entre 2023 (805 k€) et 2024 (2 191 k€).

7 Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)

7.1 Format du CROD et du CER

Le CROD et le CER ont été élaborés conformément au règlement CRC 2018-06 du 5 décembre 2018 en vigueur pour les comptes ouverts à partir du 1/1/2020.

Leurs élaborations ont fait l'objet de discussions en Conseil d'Administration et ont été validées par le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire du 16 février 2021. Ces règles ont été à nouveau exposées lors du Conseil d'Administration du 31 janvier 2025, et ont été validées à nouveau.

7.2 Définitions

7.2.1 Détermination du périmètre de la générosité du public

La générosité du public concerne tout don effectué au CCFD-Terre Solidaire sans contrepartie. En font donc partie les dons manuels, dédiés ou non dédiés, les legs, les dons issus de souscriptions à

des produits d'épargne solidaire. Toutes les autres sources de revenus du CCFD-Terre Solidaire (abonnements aux publications du CCFD-Terre Solidaire, vente de produits solidaires, produits financiers, etc.) ne font pas partie de la générosité du public.

7.2.2 Définition des missions sociales

Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire a reformulé et validé en mai 2009 la définition des missions sociales du CCFD-Terre Solidaire, et les dépenses qui doivent y être rattachées dans l'élaboration du CER. Le CER est donc cohérent avec ces définitions, et comprend, dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation au développement, au plaidoyer.

7.2.3 Décision du CA du 31 janvier 2025

Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire maintient les définitions en matière de missions sociales. Ainsi sont considérées dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et au plaidoyer :

Pour le Partenariat International :

- Toutes les actions directes visant l'appui des partenaires du CCFD-Terre Solidaire (par exemple, les subventions versées pour des initiatives, mais aussi de la formation, des échanges, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cet appui des partenaires (par exemple, le travail des chargés de mission et des assistantes de la Direction du Partenariat International, les frais d'études et de sélection des initiatives, les frais de mission pour des visites aux partenaires, les frais d'évaluation des résultats obtenus, etc.),
- Toute forme d'appui apportée à une filiale qui soutient elle-même des partenaires, comme la SIDI,

Pour l'Education à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale :

- Toutes les actions directes d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (par exemple, la production d'outils à destination des jeunes, les activités de formation et d'animation menées par les membres du réseau et les salariés, l'envoi de bénévoles en voyage d'immersion, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cette éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (par exemple, le travail des animateurs formateurs en région, la vente de produits à la Boutique Solidaire, etc.),

Pour le Plaidoyer :

- Toutes les actions directes de plaidoyer, et tous les moyens indirects mis en œuvre pour permettre ce plaidoyer,
- Les actions mises en œuvre sous forme de grands événements (type Rencontre Nationale, Forum Social Mondial...) et correspondant à l'une ou l'autre des missions de partenariat ou d'éducation au développement.

Certains coûts indirects sont affectés sur base des effectifs salariés et ou sur les directions concernées. Ces coûts indirects concernent :

- Les frais liés directement ou indirectement à la masse salariale (tickets restaurant, taxes handicapés, frais CSE, des honoraires juridiques liés aux ressources humaines, la formation, l'accompagnement des salariés ...),
- Les frais liés aux bâtiments (amortissement, entretien, fluides, taxes locales, assurances), concrètement l'immobilier au service de l'action dans les territoires est réparti en ECSI. Le bâtiment de la rue Jean Lantier est réparti en fonction de l'utilisation par les directions.

Le bâtiment de la rue Guy de la Brosse est réparti en ECSI et sur la SIDI.

- Les frais de téléphonie fixe et mobile,
- Les dépenses liées à la microinformatique, à l'infrastructure du réseau informatique et aux applications informatiques.

Les dépenses de la direction générale sont réparties sur base d'une estimation de l'activité opérationnelle : 60% sur les missions sociales (soit 20% sur chacun des leviers d'action), 30% sur les frais de fonctionnement et 10% sur les frais de collecte.

Dans le CROD et le CER les dépenses sont réparties entre International et France. Cette répartition se fait selon la finalité de l'action. Toutes les dépenses liées au partenariat international (financement des projets des partenaires, formation des partenaires, évaluation des projets, projets cofinancés, etc.) sont présentées dans la rubrique « International » et sont suivies et présentées par grande zone géographique : Afrique, Amérique, Asie, Maghreb-Machrek-Balkans et Migrants). Les dépenses de plaidoyer sont réparties 75 % International et 25% France pour refléter la finalité de l'action du plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire.

Les dépenses de campagnes de communication sont réparties en reconnaissant la finalité de leur action et des quotes-parts sont imputées selon leur nature. Toutes les campagnes de communication et d'information des donateurs ont aussi pour vocation de sensibiliser le public à la solidarité internationale. Sur cette base les frais de campagne et d'information sont répartis selon les pourcentages dans le tableau ci-dessous sur les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement :

	Mission sociale	Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement
Les dépenses de fidélisation des donateurs	25%	75%	
Les dépenses de prospection de nouveaux donateurs	25%	75%	
Les dépenses d'information des donateurs	45%	55%	
Les dépenses de campagnes de mission sociale	100%		
Les dépenses de campagnes de mobilisation orientées collecte de fonds	30%	60%	10%
Les dépenses de campagnes de mobilisation orientées notoriété	30%	40%	30%

Les dépenses résiduelles sont affectées selon leur gestion par les directions opérationnelles :

Direction des Partenariats Internationaux (DPI) :	Mission sociale
Direction de la Mobilisation Citoyenne (DMC) :	Mission sociale
Direction du Plaidoyer (DPL) :	Mission sociale
Direction de la Communication et de l'Information :	Mission sociale (principalement)
Direction du Développement de la Générosité (DDG) :	Frais de recherche de fonds
Direction Administrative et Financière (DAF) :	Frais de fonctionnement
Direction des Ressources Humaines (DRH) :	Frais de fonctionnement

7.3 Stock initial de générosité du public

En 2024, le stock initial de générosité du public est le résultat direct du calcul de 2023 du solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice.

7.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Conformément à une décision du Conseil d'Administration (octobre 2009), les ressources issues de la générosité du public sont utilisées dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) la couverture des frais de recherche de fonds
- 2) le financement de toutes les missions sociales non couvertes par d'autres ressources déjà dédiées, comme les cofinancements, les subventions
- 3) la couverture des frais de communication
- 4) la couverture des frais de fonctionnement non couverts par d'autres ressources (abonnements, vente de produits solidaires, etc...)

La mise en œuvre des missions du CCFD-Terre Solidaire ne nécessitant pas d'acquisitions d'immobilisations, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'a pas été utilisé dans l'élaboration du CER.

7.5 Compte d'emploi par origine et destination (CROD)

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION (En milliers d'euros)	Réalisé 2024		Réalisé 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	35 628	35 628	33 631	33 631
1.1 Cotisations sans contrepartie	26	26	31	31
1.2 Dons, legs et mécénat	33 915	33 915	32 665	32 665
- Dons manuels	26 046	26 046	26 107	26 107
- Legs, donations et assurances-vie	7 742	7 742	6 437	6 437
- Mécénat	127	127	121	121
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1 687	1 687	935	935
2 - PRODUITS NON LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC	3 590	-	2 013	-
2.1 Cotisations avec contrepartie	-	-	-	-
2.2 Parrainage des entreprises	-	-	-	-
2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 905	-	517	-
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 685	-	1 496	-
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 580	-	5 370	-
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	539	-	1 276	-
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	852	852	559	559
TOTAL PRODUITS PAR ORIGINE	46 189	36 480	42 849	34 190
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	35 159	26 781	31 789	25 256
1.1 Réalisées en France	10 000	6 655	9 342	7 683
- Mobilisation citoyenne	9 408	-	8 768	-
- Plaidoyer	280	-	287	-
- Fondation Terre Solidaire	313	-	286	-
1.2 Réalisées à l'étranger	25 159	20 125	22 447	17 572
- Projets Afrique	7 697	-	5 445	-
- Projets Amérique	2 768	-	3 004	-
- Projets Asie	2 510	-	2 831	-
- Projets Mondial	-	-	-	-
- Projets Magreb-Mashrek-Balkan	2 657	-	3 064	-
- Projets Migrants	847	-	835	-
- Projets toutes zones	1 659	-	1 436	-
- Subventions SIDI	1 838	-	845	-
- Accompagnement partenaires	4 344	-	4 125	-
- Plaidoyer	839	-	862	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 886	6 886	6 755	6 755
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 886	6 886	6 755	6 755
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 233	1 877	3 185	1 028
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	1	-	0	-
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	-	-	-	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	480	480	574	574
TOTAL CHARGES PAR DESTINATION	45 759	36 023	42 304	33 614
EXCEDENT OU DEFICIT	429	457	546	577

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (En milliers d'euros)	2024		2023		
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public	
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	16 379	16 379	14 062	14 062	14 062
Bénévolat	14 188	14 188	13 256	13 256	
Prestation en nature	2 191	2 191	806	806	
Dons en nature					
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE					
Prestation en nature					
Dons en nature					
TOTAL	16 379	16 379	14 062	14 062	
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	14 224	14 224	13 131	13 131	13 131
Réalisées en France	14 224	14 224	13 131	13 131	
Réalisées à l'étranger					
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	1 308	1 308	494	494	
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	847	847	437	437	
TOTAL	16 379	16 379	14 062	14 062	

7.6 Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION (en milliers d'euros)	2024	2023	RESSOURCES PAR ORIGINE (en milliers d'euros)	2024	2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES	26 781	25 256	1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	35 628	33 631
1.1-Réalisées en France	6 655	7 683	1.1-Cotisation sans contrepartie	26	31
1.2-Réalisées à l'étranger	20 125	17 572	1.2-Dons, legs et mécénats	33 915	32 665
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 886	6 755	Dons manuels	26 046	26 107
2.1-Frais d'appel à la générosité du public	6 886	6 755	Legs, donations et assurances vie	7 742	6 437
2.2-Frais de recherche d'autres ressources	-	-	Mécénats	127	121
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 877	1 028	1.3-Autres ressources liées à la générosité du public	1 687	935
TOTAL DES EMPLOIS	35 543	33 039	TOTAL DES RESSOURCES	35 628	33 631
4-DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5-REPORTS EN FOND DEDIES DE L'EXERCICE	480	574	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	852	559
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	36 023	33 614	TOTAL	36 480	34 190
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	22 042	21 465
			(+)Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	457	577
			(+) impact du changement de règlement comptable		
			(-)/Investissement et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	22 499	22 042

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en K euros)	2024	2023		2024	2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	14 224	13 131	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	16 379	14 062
Réalisées en France	14 224	13 131	Bénévolat	14 188	13 256
Réalisées à l'étranger	-	-	Prestations en nature	2 191	806
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	1 308	494	Dons en nature	-	-
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	847	437			
TOTAL	16 379	14 062	TOTAL	16 379	14 062

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public:

FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2024	2023
FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT	1 366	1 351
(-) Utilisation	852	559
(+) Report	480	574
FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN	995	1 366

8 Filiales et participations

8.1 Tableau des filiales et participations

Sociétés	Date de clôture	Capital	% du capital détenu	Capitaux propres	Quote-Part des capitaux propres détenus	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Chiffre d'Affaires	Résultat net
Participation de 10 à 50%									
SIDI Gestion SAS	31/12/2024	37 000	80,39%	36 090	29 011	29 743	29 743	1 326	-910
Participations inférieures à 10%									
Sapie	31/12/2022	52 900	8,65%	169 210	14 629	4 573	4 573	1 037 920	22 339
SIDI SCA	31/12/2024	35 177 360	7,78%	43 898 297	3 416 377	2 737 672	2 737 672	1 367 076	1 448 105
Solidar'Monde	31/12/2023	1 460 835	2,05%	953 330	19 585	30 011	0	10 874 306	-383 844
Karthala	31/12/2021	612 008	4,98%	1 127 097	56 134	30 481	30 481	622 055	8 130
Credit Coopératif	31/12/2024	1 089 595 000	N.S.	1 413 071 000	N.S.	51 208	51 208	300 753 000	38 473 000

8.2 La SIDI

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), spécialisée dans le développement de la microfinance au Sud et à l'Est, a été transformé en 2011 en société en commandite par actions à conseil de surveillance et avec un comité de gérance.

Cette transformation avait pour but de permettre l'entrée au capital de nouveaux actionnaires institutionnels importants tout en garantissant le maintien des orientations de la SIDI.

La commandite, SIDI-gestion, comprend des actionnaires jusque-là membres du pacte d'actionnaires, le CCFD-Terre Solidaire et trois congrégations religieuses.

Au 31/12/2024, le CCFD-Terre Solidaire détient 7,78 % du capital. Il est le deuxième actionnaire. Le premier actionnaire détient 8,53 % du capital.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient la SIDI par son apport en capital mais également en prenant à sa charge une partie des coûts d'accompagnement des partenaires. Une partie de ce soutien provient des dons des Fonds de partage Faim et Développement (qui sont intégralement affectés par le CCFD-Terre Solidaire à cette action). Les prestations d'accompagnement aux partenaires de la SIDI prises en charge par le CCFD-Terre Solidaire se sont élevées à 640 K€. A ces prestations il faut rajouter des coûts d'amortissement et de maintenance du bâtiment situé rue Guy de la Brosse dans le 5^e arrondissement de Paris, occupé en partie par la SIDI, pour un montant de 22 K€, ainsi que la prise en charge du coût de la gérance pour 98 k€ en 2024.

Le CCFD- Terre Solidaire a également reversé une subvention fléchée sur la SIDI pour 1 061 k€.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient également la SIDI par sa participation au Fonds d'Investissement pour le Développement (FID), Fonds de garantie permettant à la SIDI de ne pas provisionner dans sa comptabilité ses engagements à risque.

Au 31/12/2024, le CCFD-Terre Solidaire participe au FID pour un montant de 394 464 €. La totalité de cette somme est provisionnée dans les comptes du CCFD-Terre Solidaire.

Capital SIDI au 31/12/2024	35 177 360
Détention capital SIDI par CCFD-Terre Solidaire	7,78%
Valeur brute des titres détenus par CCFD-TS	2 737 672
Comptes courants d'associés FID	5 176 100
Participation CCFD-Terre Solidaire au FID	394 464
Part CCFD-Terre Solidaire au FID	7,62%

8.2.1 Compte de résultat de la SIDI

En Euros	2024	2023
Prestation CCFD pour l'accompagnement des partenaires	640 000	750 000
Prestations autres (dont FEFISOL)	244 473	213 580
Cofinancements pour l'accompagnement des partenaires	261 905	203 029
Cofinancements Facilité Assistance Technique FEFISOL	220 698	80 164
Produits portefeuille (commissions, jetons présence...)	202 844	146 003
Refacturation de charges	0	2 723
Autres produits d'exploitation	71 357	63 438
Reprises de provisions d'exploitation	0	87 356
Total produits d'exploitation	1 641 277	1 546 295
Frais de personnel	2 020 149	2 181 677
Frais de missions suivi/accompagnement	151 487	204 919
Prestations externes	361 863	226 073
Charges & transferts à projets liées aux cofinancements	269 038	206 937
Charges liées à la Facilité Assistance Technique FEFISOL	220 698	87 218
Autres charges d'exploitation	389 000	359 317
Taxes et versements assimilés	160 439	192 912
Dotations aux amortissements	13 791	13 649
Dotations aux provisions d'exploitation	24 226	33 448
Total charges d'exploitation	3 610 690	3 506 150
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 969 413	-1 959 855
Revenus du portefeuille de prêts - Intérêts brut	1 281 683	1 086 462
Revenus des prises de participation - Dividendes	2 393 848	1 737 018
Revenus des placements (dont FID)	416 560	191 844
Gains de change réalisés	71 821	79 562
Gains de changes latents	137 429	14 847
Reprise de provisions sur la portefeuille (FID-SIDI)		
Reprise de provisions sur la portefeuille (HORS FID)	486 205	153 749
Reprise de provisions autres	111 191	587 561
Autres produits financiers	0	0
Total produits financiers	4 898 737	3 851 043
Intérêts sur emprunts	77 439	132 154
Pertes de changes réalisées	157 596	398 268
Pertes de changes latentes	9 724	131 565
Pertes liés au portefeuille (radiations...)	642 786	108 833
Pertes cession valeur mobilière de placement	113 651	7 098
Dotation provisions portefeuille (FID-SIDI)	1 170 476	909 627
Dotation provision portefeuille (HORS FID)	157 291	436 160
Dotation provision autres	0	2 188
Autres charges financières	0	44 786
Total charges financières	2 328 964	2 170 680
RESULTAT FINANCIER	2 569 773	1 680 363
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>2 186 797</i>	<i>664 149</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>1 333 042</i>	<i>252 111</i>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	853 755	412 038
Impôts sur le résultat	6 009	0
RESULTAT NET	1 448 105	132 547

8.2.2 Bilan de la SIDI

ACTIF	BRUT	AMORTISS. ET DEPRECIAT.	EXERCICE	EXERCICE	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE
			au 31/12/2024	2023		au 31/12/2024	2023
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Capital	35 177 360	34 362 640
Logiciels	96 341	96 225	115	642	Réserves		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Réserve légale	3 341 933	3 335 306
Installations, agencements	208 365	190 308	18 057	11 412	Réserve statutaire fonds devpt Esus	3 162 459	3 037 866
Matériel de bureau et informatique	111 991	100 930	11 060	16 765	Autres réserves dédiées aux risques du PF	768 440	768 440
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Report à nouveau	-	-
Participations	25 235 286	2 009 812	23 225 475	24 382 625	Résultat de l'exercice	1 448 105	132 547
Participations Sud	24 095 688	1 779 518	22 316 170	23 412 791			
Participations Nord	1 139 599	230 294	909 305	969 834			
Prêts et créances immobilisées	19 708 960	845 534	18 863 426	14 081 183			
Autres immobilisations financières	-	-	-	-			
Intérêts courus sur prêts	47 994		47 994	35 793			
TOTAL (I)	45 408 937	3 242 810	42 166 127	38 528 421	TOTAL (I)	43 898 297	41 636 798
ACTIF CIRCULANT					PROVISIONS		
					Provisions pour risques	403 601	794 949
					Autres provisions	262 344	219 550
CREANCES					TOTAL (II)	665 945	1 014 499
Clients	42 391		42 391	66 314	DETTES		
Cofinancements :	105 000		105 000	150 629	CCA - Actionnaires	4 104	5 988
					Actionnaire - SIDI GESTION	11 325	14 765
AUTRES CREANCES					CCA - FID	4 470 047	4 652 639
Avances sur portefeuille (1)	457 284	251 192	206 093	429 194	CCA - Personnes morales	528 357	986 929
					CCA - Personnes physiques	9 985	21 097
Produits à recevoir	146 784		146 784	65 492	Emprunts	2 753 774	2 683 770
Autres créances	240 562		240 562	87 254	Autres dettes financières	1 016 528	1 491 381
					<i>Sous-total Dettes à long terme</i>	<i>8 794 121</i>	<i>9 856 568</i>
Valeurs mobilières de placement	8 426 350	6 860	8 419 491	10 683 641	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 223	76 728
Disponibilités	4 213 082		4 213 082	4 388 842	Dettes fiscales et sociales	439 971	446 926
Caisse	5 567		5 567	1 784	Investissements à réaliser	400 000	550 000
					Autres dettes	69 243	98 032
COMPTES DE REGULARISATION					<i>Sous-total Dettes courantes</i>	<i>998 437</i>	<i>1 171 685</i>
Charges constatées d'avance	7 180		7 180	19 614	COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion Actif	-		-	373 708	Produits constatés d'avance	1 195 476	1 115 341
TOTAL (II)	13 644 201	258 052	13 386 149	16 266 471	TOTAL (III)	10 988 034	12 143 594
TOTAL GENERAL (I & II)	59 053 138	3 500 862	55 552 277	54 794 891	TOTAL GENERAL (I & III)	55 552 277	54 794 891

9 Evénements post-clôture

Aucun événement post-clôture n'est à signaler.